



**USAID** | **MOROCCO**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# **Local Governance Program (LGP) – Morocco**

**Stratégie pour l'Intégration de la Dimension de  
Genre**

**April 2006**

This publication was produced for review by the United States Agency for International Development. It was prepared by RTI International.

# **Local Governance Program (LGP) – Morocco**

## **Stratégie pour l'Intégration de la Dimension de Genre**

USAID Contract Number EPP-I-02-04-00037-00

Sustainable Urban Management II IQC

RTI Project Number 0209358.002

April 2006

Prepared for  
Office of Democracy and Governance  
United States Agency for International Development  
American Embassy  
PSC 74, Box 022  
APO AE 09718-5000

Tel: 212-3-763-2001  
Fax: 212-3-763-2012

Prepared by  
RTI International<sup>1</sup>  
21B, Rue Ouled Jerrar  
Souissi  
10100, Rabat, Maroc

---

<sup>1</sup> RTI International is a trade name of Research Triangle Institute.

### **DISCLAIMER**

The author's views expressed in this publication do not necessarily reflect the views of the United States Agency for International Development or the United States Government.

## **Abréviations**

AADH:	Approche axée sur les droits humains
ADFM :	Association Démocratique des Femmes du Maroc
ADS :	Agence de développement social
CEDAW :	Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme
CL :	Collectivité locale
CNUEH :	Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains
GM:	Gender-mainstreaming
GTZ :	Agence allemande de coopération internationale
INDH :	Initiative nationale pour le développement humain
OCB :	Organisation Communautaire de Base
ONG :	Organisation non Gouvernementale
PGL :	Programme de gouvernance locale
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSP :	Processus de Planification Stratégique Participative locale et régionale
RI:	Résultats intermédiaires
RTI:	Research Triangle Institute
SIR :	Système d'Information Régional
UNICEF:	Fonds des Nations- Unies pour l'enfance
UNIFEM:	Fonds des Nations Unies pour la femme

## Sommaire

1. Cadre général	
1.1 Rappel des objectifs, résultats attendus et composantes du PGL .....	4
1.2 Problématique .....	5
2. Contexte national	
2.1 Contexte général .....	6
2.2 Situation et statuts des femmes et des relations de genre au Maroc.....	7
3. Méthodologie d'élaboration de la stratégie genre .....	9
3.1 Référentiel de base de la présente stratégie	
3.1.1 L'institutionnalisation de la dimension genre .....	9
3.1.2 L'approche axée sur les droits humains .....	10
3.2 Pertinence du genre par rapport à la gouvernance et au PGL.....	12
3.3 Méthodologie d'élaboration de la stratégie genre .....	12
4. Plan stratégique .....	13
4.1 Activités préalables .....	13
4.2 Activités transversales .....	15
4.2.1 Objectif spécifique 1.....	15
4.2.2 Objectif spécifique 2.....	17
4.2.3 Objectif spécifique 3.....	18
4.2.4 Objectif spécifique 4.....	19
4.2.5 Objectif spécifique 5.....	20
5. Conclusions et recommandations.....	22
Bibliographie synthétique .....	24
Annexe : Liste des personnes interviewées dans le cadre de la préparation de la présente stratégie.....	26

## 1. Cadre général

Le présent document fait partie du Projet de Gouvernance Locale (PGL) au MAROC financé par l'USAID et exécuté par Research Triangle Institute (RTI). C'est un document visant à intégrer la dimension genre dans l'ensemble des composantes et actions préconisées dans le PGL.

Il s'appuie sur le document de projet et le Plan d'action PGL ainsi que sur les consultations et discussions avec un certain nombre d'acteurs intervenant dans les domaines relatifs au genre et à la gouvernance au Maroc (voir liste en annexe)

Ce document est décliné en quatre parties :

- La première partie, est consacrée au cadre général du PGL (Rappel des objectifs, résultats attendus et composantes du PGL ainsi qu'à la problématique du genre en relation avec la gouvernance locale;
- La deuxième partie est consacrée au contexte général du pays et à celui du statut et relations sociales de genre au Maroc;
- La troisième partie décline la méthodologie d'élaboration de la présente stratégie;
- La dernière partie est réservée au Plan stratégique genre du PGL.

### 1.1 Rappel des objectifs, résultats attendus et composants du PGL

Le Projet de Gouvernance Locale (PGL) au Maroc, programme de l'USAID mis en œuvre avec le Research Triangle Institute (RTI) a démarré en mai 2005 et s'achèvera en mai 2008.

#### **Objectif Stratégique**

Le PGL vise une « Meilleure réponse de l'administration aux attentes des citoyens ». Il cherche à promouvoir démocratie et bonne gouvernance grâce à des institutions gouvernantes plus transparentes, plus responsables, et équitables aux niveaux national et sub-national.

#### **Résultats attendus et composantes du projet**

Afin de réaliser cet objectif stratégique, il est prévu de collaborer avec les institutions marocaines concernées pour atteindre les 2 Résultats Intermédiaires (RI) suivants déclinés en plusieurs composantes:

Encouragement de la transparence dans l'administration : comprend deux composantes :

- (a) Renforcement de la Cour des Comptes et des Cours Régionales des Comptes et
- b) Appui aux organes exécutifs d'audit et aux opérations d'inspection

Amélioration de la performance des collectivités locales (CL) : comprend cinq composantes:

- c) Mise à niveau des compétences des élus locaux ;
- d) Processus de Planification Stratégique Participative locale et régionale (PSP) ;
- e) Systèmes d'information;
- f) Accès des CL au financement à long terme; et
- g) Accompagnement social dans la résorption de l'habitat insalubre.

## 1.2 Problématique

Les questions de citoyenneté et de genre, sont au cœur du principe de « bonne gouvernance locale ». Une mobilité sans entrave, une équité d'accès et d'utilisation des ressources et une participation équitable à la prise de décision, participent dans une large mesure à l'exercice du droit à la ville et à la citoyenneté. Légitimement de plus en plus d'habitants, et en particulier des femmes, souhaitent être partie prenante dans la prise de décision tant au niveau national que local en ce qui concerne l'aménagement de leur cadre de vie.

Apparu à la fin des années 1980 et début des années 1990, le concept de « gouvernance locale » peut être défini comme la gestion décentralisée, communautaire impliquant tous les acteurs locaux hommes et femmes, des autorités locales aux habitants, en passant par les associations communautaires et les ONG.

Le renforcement des pouvoirs des femmes et de leur rôle dans la gouvernance urbaine a été retenue comme un des domaines d'action prioritaire du CNUEH (Habitat), tout comme la parité entre les sexes, occupe une place de choix dans le plaidoyer du PNUD, pour une bonne gouvernance. C'est ce qui explique que la journée mondiale de l'habitat en l'an 2000 ait été consacrée au thème des « femmes dans la gouvernance urbaine ». Deux objectifs étaient poursuivis :

- Premièrement faire participer davantage de femmes en tant que décideurs sur les questions urbaines,
- Deuxièmement, traiter les questions et problèmes urbains qui touchent plus particulièrement les femmes.

Pour sa part, la Charte européenne des Femmes dans la cité, rédigée en 1994-1995 par un groupe d'expertes et de représentantes d'associations de femmes européennes, propose une nouvelle grille de lecture de la ville avec « des lunettes de genre » autour de cinq thématiques majeures, dont le développement durable, la sécurité, la mobilité, l'habitat, et les équipements de proximité et émet une série de recommandations susceptibles de favoriser une citoyenneté plus active des femmes et d'améliorer l'aménagement des cités du futur. Cette charte en 12 points, est devenue depuis un document de travail, reconnu à l'ONU où elle est référencée comme un outil de bonne gouvernance. Depuis également, plusieurs réseaux d'action internationaux, nationaux et méditerranéens ont été créés pour faire valoir la dimension du genre en matière de cadre de vie et de gestion urbaine.

Juger du degré de modernisation d'une société, c'est notamment regarder la place que les femmes occupent dans la vie publique. Les collectivités locales sont, à cet égard, un lieu d'observation utile et pertinent. Les communes, en particulier, ne sont-elles pas le niveau d'administration où s'apprend et s'exerce la citoyenneté ?

Partant de ce constat, le Projet de Gouvernance Locale (PGL) au Maroc aborde la problématique de la gouvernance en relation avec l'inclusion des femmes à la fois pour des raisons de justice sociale et pour des raisons relatives à l'efficacité et l'efficience. Le fait d'inclure les femmes dans la gouvernance locale permettra aux villes/villages et quartiers de mieux fonctionner. Les données disponibles donnent en effet à penser qu'un noyau solide de représentants politiques de sexe féminin entraînerait une plus grande transparence et responsabilité du secteur public et aiderait à promouvoir les principes d'éthique au sein des gouvernements locaux. Plusieurs études ont souligné un certain nombre de points de

vue originaux, que les femmes peuvent apporter sur des questions qui préoccupent l'ensemble de la société. En effet, les femmes peuvent apporter une contribution spéciale dans la vie publique, par leur intérêt particulier pour la justice et la probité, leur aptitude à fixer des priorités, leur souci du sort des générations futures et leur conscience du fait que les pouvoirs publics doivent consacrer des investissements consistants à l'éducation, aux services sociaux et à la protection de l'environnement. Leurs points de vue sont donc à prendre en compte pour enrichir le débat sur ces questions.

On soulignera en l'occurrence, l'étroite interdépendance des objectifs d'égalité de genre, de bonne gouvernance et de développement, aux échelons national et local.

Ce sont tous ces arguments réunis, qui donnent sa légitimité à la mise en place de la présente stratégie de Genre.

## **2. Le contexte national**

### **2.1 Contexte général**

Au Maroc, la mise en place du processus de décentralisation/déconcentration et la promotion du nouveau concept de l'autorité par le Roi Mohamed VI témoignent d'une forte volonté d'instauration d'un état de droit. L'adoption de l'approche participative de proximité, le retour à la programmation indicative par l'élaboration du programme de développement économique et social (2000-2004) et la volonté de prendre en compte la question du genre dans les réformes budgétaires en cours sont autant d'indicateurs témoignant d'un engagement fort en terme de changement institutionnel et social.

La réforme de la constitution en 1996 a activé le processus de modernisation de l'arsenal juridique marocain en vue de préparer l'économie marocaine à l'intégration dans l'économie mondiale, d'élargir les marges de liberté démocratiques et de consolider les acquis en matière des droits de l'homme et plus particulièrement en matière des droits de femmes et des enfants.

Mais ces progrès ne peuvent occulter une autre réalité qui est celle de la faible compétitivité de l'économie nationale, la progression du niveau de pauvreté et la stagnation des indicateurs de développement économique et humain au Maroc se traduisant par un certain nombre de déficiences et d'écarts : chômage endémique à deux chiffres, augmentation insuffisante du revenu moyen par habitant, faible baisse du taux d'analphabétisme, déficiences en termes d'accès des populations aux services sociaux de base, etc. Ces déficiences sont aggravées par les écarts/inégalités entre les hommes et les femmes, le rural, l'urbain et le périurbain.

C'est pour faire face à cette réalité que l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) a été lancée par SM Le Roi Mohamed VI et constitue à présent la première priorité du gouvernement marocain et à laquelle l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux ont été invités à participer .

L'importance accordée au nouveau concept de l'autorité et à l'amélioration de la gouvernance politique qui doit passer par la participation, la planification, l'évaluation et la reddition (transparence et nécessité de rendre compte) tant au niveau central que décentralisé, est fortement mise en exergue dans cette initiative qui est cadrée par :

- une vision partagée par tous les intervenants;
- des valeurs (dignité, participation de la population, bonne gouvernance et pérennité)
- une approche basée sur les Droits sociaux, économiques et culturels des citoyens et citoyennes ;
- méthodologie de travail: procédures organisationnelles et budgétaires ; programmation intégrée et obligation de résultats.

Telle qu'est pensée et conçue, l'INDH marque une rupture avec les politiques publiques précédentes en matière de réduction de la pauvreté et se base sur un volontarisme politique affirmé au plus haut niveau de l'Etat.

Le développement humain est désormais pensé comme étant le développement de tous les hommes et de toutes les femmes garantissant l'équité économique et sociale et la participation citoyenne.

## **2.2 Situation et statuts des femmes et des relations genre au Maroc**

Le Maroc vit actuellement une situation de transition politique, socioéconomique et démographique qui offre à la fois des opportunités à saisir et à consolider mais aussi des contraintes à lever. Dans ce contexte, le statut des femmes et des relations familiales a fait l'objet d'une réforme ayant fait franchir au Maroc une étape importante vers la démocratie et la modernité. Portant sur le fond et la forme et suivant le cheminement institutionnel, le nouveau code de la famille promulgué en 2004, consomme la rupture avec les réformes précédentes et se situe comme expérience phare dans le contexte régional.

L'engagement pour le respect des droits des femmes exprimé par la plus haute autorité de l'Etat, conjugué à la présence d'acteurs associatifs positionnés en tant que force de propositions en aval, insufflent une dynamique nouvelle au processus d'amélioration à la fois de la gouvernance politique, économique et de la participation citoyenne créant ainsi des synergies favorables à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre et de suivi des réformes.

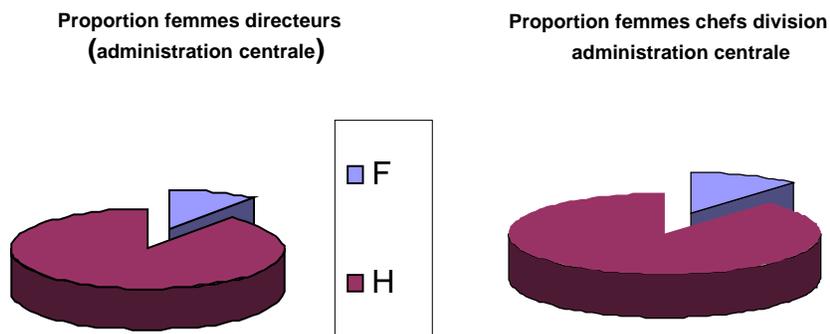
Depuis les années 90 déjà, plusieurs mécanismes institutionnels ont adopté des stratégies en vue de promouvoir des politiques et pratiques plus sensibles au respect et à la promotion des droits humains. Ces programmes ont progressivement évolué pour englober les droits humains des femmes et plus particulièrement l'amélioration de la participation des jeunes filles à l'éducation et à la formation, la baisse de la fécondité et la promotion du statut des femmes dans la sphère publique et privée.<sup>2</sup>

Toutefois, plusieurs défis restent à relever en terme de mise en place d'une vision globale et prospective à même de constituer un cadre pour l'ensemble des intervenants publics, privés et internationaux. Les résistances et routines bureaucratiques au niveau de l'administration publique et de l'ensemble des corps constitués font obstacle à une réelle

---

<sup>2</sup> Promulgation de nouvelles dispositions législatives visant à lutter contre les discriminations à l'égard des femmes et à lutter contre les violences à leur égard: Code de la famille (2004), révision du code pénal et promulgation de nouvelles dispositions dans le code du travail (2003), et octroi, dans le code de la nationalité à venir, du droit des femmes marocaines à octroyer leur nationalité à leurs enfants.

intégration de la dimension genre dans l'ensemble des politiques publiques et à leur participation à la gestion des affaires publiques tant au niveau central que local.



**Evolution du nombre de candidates et du nombre des femmes élues au parlement**  
(Chambre des représentants)

Dates des élections	Nombre de Candidates	Nombre des Elues	% de femmes élues
Juin 1977	8/908	0	0
Sept 1984	16/1366	0	0
Juin 1993	36/2042	2	0,66
Nov 1997	87/3319	2	0,66
Sept 2002	- 269/5865 :listes locales) - 697 listes nationales	5 30 Total : 35 élues	10,77

Deux principaux constats peuvent être tirés des données du tableau ci-dessus :

- la participation politique et publique des femmes reste marginale malgré les progrès accomplis durant les dernières années, particulièrement au niveau du parlement. En effet, si le nombre des femmes députées est plus important que dans le passé, toutefois, leur proportion n'atteint pas «une masse critique » leur permettant d'influer réellement sur le cours des événements. Cette question devrait faire l'objet de débat dans le cadre du PGL afin de conformer les engagements pris par le Maroc dans ce sens<sup>3</sup>.
- à l'opposé des idées reçues, les instances locales n'ont pas une plus grande proximité avec les femmes et ne sont automatiquement pas plus proches des citoyens (ennes) et

<sup>3</sup> L'article 4 de la CEDAW stipule que « L'adoption par les Etats - parties de mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas considérée comme un acte de discrimination tel qu'il est défini dans la présente convention, mais ne doit en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes ; ces mesures doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chances et de traitement ont été atteints »

plus démocratiques. En effet, la réalité montre que les pratiques abusives et non transparentes (corruption, clientélisme, etc.) sont aussi développées ou peuvent être plus répandues au niveau local qu'au niveau central. L'expérience des élections communales de 2003 où la proportion des femmes élues a été inférieure à 1%<sup>4</sup> est pleine d'enseignements dans la mesure où elle montre que les stratégies de résistances à une plus grande participation des femmes au niveau local ont été plus fortes et ce malgré le travail de sensibilisation et de plaidoyer mené par le mouvement des femmes

Au plan institutionnel, les mécanismes de promotion des femmes ont connu une grande instabilité politique, une faiblesse de mandats et de prérogatives et des déficits en moyens humains et financiers. Sur le plan opérationnel, la proportion des femmes dans les postes de décision reste relativement faible indiquant des efforts à engager dans ce sens.

Ces éclairages permettent de montrer la forte concordance de la finalité, objectifs et approches du PGL qui s'inscrit pleinement dans le cadre des nouvelles orientations du Maroc en matière de développement économique et social focalisant plus particulièrement sur le citoyen et la citoyenne, placés désormais au cœur des efforts du pays pour le développement économique et sociale.

La reconnaissance tout nouvelle de l'importance qui doit être accordée aux femmes dans ces nouvelles orientations dénote des mutations importantes en cours. Toutefois, pour que ces efforts soient consolidés et durables, les programmes de réduction de la pauvreté, de promotion d'un développement humain durable et de la bonne gouvernance doivent faire la preuve de leurs impacts sur les femmes vulnérables et défavorisées en tant que citoyennes titulaires de droits.<sup>5</sup>

C'est à cet objectif que s'attelle la présente stratégie visant à intégrer la dimension genre ancrée dans l'approche des droits humains dans le PGL

### **3. Méthodologie d'élaboration de la stratégie genre du PGL**

#### **3.1 Rappel du référentiel de base de la présente stratégie**

La présente stratégie est basée sur un référentiel normatif pouvant être décliné en deux principes :

##### 3.1.1 La prise en compte transversale de la dimension genre (gender- mainstreaming )

L'ECOSOC (Nations- Unies) définit la prise en compte transversale du genre comme étant:

L'intégration systématique des questions de genre est la (ré)organisation, l'amélioration, le développement et l'évaluation des processus politiques afin que l'égalité hommes-femmes soit incorporée dans toutes les politiques, à tous les niveaux et à tous les stades, par les acteurs qui participent normalement à l'élaboration des politiques.

---

<sup>4</sup> La proportion des femmes élues dans les instances locales n'a pas enregistré une évolution notable depuis les dernières décennies. .

<sup>5</sup> UNDP, Gender Equality, Practice note, November 2002.

Le gender-mainstreaming (GM) est une stratégie pour l'action et non pas un but ou un objectif en soi et vise la réalisation de l'égalité hommes/femmes et le renforcement des capacités de ces dernières (empowerment). Elle doit être appréhendée comme un processus à la fois politique et technique

### 3.1.2 L'approche axée sur les droits humains (AADH)

L'approche axée sur les droits humains (AADH) est déclinée en deux principaux axes:

- Identifier et renforcer les capacités des titulaires de droits pour établir ces droits;
- Identifier les sujets d'obligation pour s'assurer qu'ils disposent de la responsabilité, l'autorité et les ressources nécessaires pour remplir leurs obligations.

Cette approche est basée sur quatre paires de principes relatifs aux droits humains qui sont:

Universalité	et	Indivisibilité
Egalité	et	Non-discrimination
Participation	et	Inclusion
Accountability	et	Etat de droit

### 3.1.3 La pertinence du genre par rapport à la gouvernance et au PLG

La bonne gouvernance « alloue et gère les ressources de façon à résoudre les problèmes collectifs. Elle se caractérise par la participation, la transparence, la responsabilité, la primauté du droit, l'efficacité et l'équité ».

La gouvernance est ainsi appréhendée aussi bien en tant qu'outil efficace de gestion efficace qu'en tant qu'objectif, cadré par la participation, la responsabilisation des acteurs et la primauté des droits ».

« La gouvernance en faveur du développement humain durable », PNUD, 1997.

Cette pertinence peut être établie de trois façons:

**A.** Une meilleure réponse du gouvernement aux besoins/droits des citoyens (hommes et femmes). Si les femmes n'ont pas de droits égaux à ceux des hommes, elles ne peuvent être considérées comme des citoyennes. Par ailleurs, la prise en compte du principe d'équité amène à s'atteler à réduire les écarts dus aux inégalités, aux processus de marginalisation et d'exclusion, surtout au regard de la distance sociale et économique entre l'administration et les femmes les plus pauvres.

**B.** Les considérations d'efficacité et d'équité sont au cœur de la responsabilité pour mieux affecter les ressources, eu égard les besoins différenciés des femmes, hommes, filles et garçons.

**C.** Une plus grande participation de la population à la gouvernance qui n'est envisageable sans la participation équitable des hommes et des femmes ainsi que la participation et le

dialogue entre l'Etat, les élus, les ONG, le secteur privé et avec l'ensemble des organisations de la société civile.

**Le référentiel du gender-mainstreaming et des droits humains** pourront trouver un bon ancrage dans le **PGL compte tenu de la similitude des valeurs et approches adoptées** par ce dernier et avec le référentiel de l'USAID, acteur international majeur dans le domaine du développement, ayant souscrit aux engagement internationaux pour accélérer les progrès en matière d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes en vue d'un développement humain durable.

#### Relations entre GM, AAH et bonne gouvernance

Partir d'une approche « neutre »	Et passer à une approche genre et droit	Dans l'objectif d'améliorer la bonne gouvernance
De répondre aux besoins....	De répondre aux droits de chaque individu, femme et homme, fille et garçon	- Conférer une vision plus cohérente des finalités du développement - Disposer de principes et standards facilitant la mise en œuvre de l'approche basée sur les résultats
De bénéficiaires	Traiter les individus (homme, femme, enfant, handicapé, etc.) comme des titulaires des droits	- Renforcer l'Etat de droit conférant un caractère légal aux droits y compris ceux qui sont difficilement justiciables (droits économiques, sociaux et culturels, par ex.) - Renforcer la bonne gouvernance responsabilité « accountability » et transparence.
D'amener les communautés à participer	D'appuyer les capacités des individus, communautés à faire valoir ces droits et de l'Etat ainsi que des autres institutions de gouvernance "sujets d'obligation" à faire face à leurs obligations ....	- Renforcer les capacités des partenaires nationaux, la cohérence et la complémentarité des interventions
D'être tirée par des résultats produits, d'effets et d'impact	...en appuyant un processus de pilotage vers les droits...	

Dans ce sens, il importe de relever que:

- La promotion des droits humains des femmes, des hommes, filles, garçons devrait figurer comme une approche structurant l'ensemble du PGL afin de donner à la gouvernance en relation avec le développement humain toute sa signification et sa cohérence.

- L'équité constitue un principe structurant de la bonne gouvernance et sera retenue comme norme de référence, finalité et but de la bonne gouvernance dans la présente stratégie.

- La participation est considérée comme un pilier la bonne gouvernance impliquant la participations des individus (hommes et femmes) ; des communautés de base et des organisations de la société civile dans leur diversité et en tenant compte de la dimension genre.

### **3.3 Démarche méthodologique ayant présidé à l'élaboration de la présente stratégie et Plan d'action genre du PGL**

La présente stratégie visant l'intégration la prise en compte de la dimension genre prend en compte un certain nombre d'impératifs et de contraintes méthodologiques:

- l'institutionnalisation d l'approche genre suppose d'intervenir à deux niveaux 1) spécifiques à caractère préalable et destinée à générer des impacts structurants pour un grand nombre d'activités ; 2) intégration transversale de la dimension genre autant que faire se peut de la perspective genre dans les axes et activités programmées dans le cadre du PGL..

- le référentiel décliné plus haut relatif à la dimension genre, à l'approche des droits humains qui trouvent leur prolongement dans celui de la bonne gouvernance ;

- la capitalisation et le décloisonnement des initiatives et projets, mécanismes existants ou en cours de réalisation par les différents acteurs nationaux et internationaux au Maroc. En effet, compte tenu de la transversalité du genre, les différents programmes, sous programmes et projets devraient être élaborés dans une perspective de complémentarité des problématiques qui sont adressées et des actions mises en place.

- la contrainte relative au fait que le processus d'élaboration de la stratégie du PGL a été initié et largement entamé sans intégration du genre en amont et au début du processus (identification des besoins, des priorités des acteurs, etc.). De ce fait, une fois les documents du projet finalisés et approuvés, il devenait difficile de revenir et d'y greffer des activités supplémentaires pour les réorienter dans une perspective réellement de renforcement des capacités des femmes et de gender-mainstreaming

Le Plan stratégique présenté ci-dessous est le résultat des opportunités offertes par le PGL mais aussi des contraintes discutées précédemment.

## 4. Plan stratégique

### Objectif général :

*Promouvoir l'équité de genre, favoriser la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans l'élaboration des politiques et renforcer la participation des femmes au processus politique en général et à la prise de décision au niveau local en particulier.*

Les activités relatives à la stratégie de genre, dans le contexte du projet, seront déclinées en 2 types :

- Activités à caractère préalable ;
- Activités à caractère transversal

Ces deux types d'activités sont étroitement liées et complémentaires aux activités conçues pour réaliser les différentes composantes du PGL et notamment les composantes B, C, D et F.

### 4.1 Activités préalables

Ces activités sont relatives à « **L'amélioration de la connaissance de la participation des femmes à la prise de décision au plan régional et local** ». Elles ont pour but de :

- évaluer les changements induits par une « démasculinisation » des assemblées locales dans certaines communes,
- identifier les voies et les moyens susceptibles d'améliorer la participation des femmes à la vie et à la gestion communautaire.

Ne figurant pas dans le PGL, ces activités sont identifiées comme préalables à cause de :

- leur caractère structurant et leur impact interne sur l'ensemble des autres activités du PGL ;
- leur impact stratégique externe sur le moyen terme en relation avec les échéances électorales à venir (à partir de 2007 pour les élections législatives et 2008/09 pour les élections locales) .

<b>Activité</b>	<b>1.1</b>	<b>1.1.1 Analyse de la place des femmes dans les instances élues locales (élues et fonctionnaires : positions, rôles problèmes spécifiques) :</b>
<b>Etudes diagnostic.</b>		Evaluation de la prise en compte des questions de genre et des besoins spécifiques des femmes dans la planification locale. Etude qualitative auprès des élus et fonctionnaires locaux des deux sexes en vue de recueillir leurs perceptions et leurs appréciations concernant la participation des femmes aux instances locales. Un intérêt particulier sera accordé à la situation des femmes dans les régions et localités, zones d'intervention du projet.
		<b>1.1.2</b> Etude d'évaluation de la participation (niveau et qualité) des femmes dans l'instance de l'inspection générale et dans la fonction d'audit.

**Activité**      **1.2**      **1.2.1. Atelier de travail avec les élus et fonctionnaires locaux.**

Organisation  
d'ateliers      de  
présentation    des  
résultats      et    des  
recommandations  
des études.

Organisés aux termes des travaux de recherche menés sur la question, des ateliers de travail seront organisés dans les 4 régions du projet, à savoir : **Le Grand Casablanca, Rabat-Salé-Zemmour-Zaer, et Meknès-Tafilalet.**

Ces ateliers qui regrouperont les conseillers et élus locaux des deux sexes, les fédérations des villes, les associations et autres acteurs de la société civile, intéressés par la question, auront pour objectifs de :

- discuter les principales conclusions des études et leur donner un large écho auprès des décideurs et de l'opinion publique ;
- susciter le débat et la réflexion autour des obstacles qui entravent une participation accrue des femmes au niveau communal et des mesures qui s'imposent pour lever ces obstacles et promouvoir la parité de genre ;
- faire partager les politiques et les pratiques innovantes en matière de participation des femmes à la gestion municipale ;
- établir un plan d'action susceptible de favoriser une démocratie locale plus égalitaire en terme de genre et d'améliorer la prise en compte par les instances locales des besoins spécifiques des femmes dans la planification municipale.

**1.2.2 Atelier de travail avec les Inspecteurs Généraux et les institutions d'audits.**

Les résultats et les recommandations de l'étude d'évaluation de la participation des femmes dans l'instance de l'inspection générale et dans la fonction d'audit, ainsi que la prise en compte des questions de genre par ces instances, seront présentés lors d'un atelier de travail. L'objectif visé sera le développement d'outils et de normes d'audit et de contrôle, permettant la prise en compte des principes d'équité et d'égalité dans l'exécution de ces fonctions.

## 4.2 Activités transversales

Ces activités sont à intégrer d'une façon transversale dans l'ensemble du PGL. Normalement, elles ne demandent pas des efforts ni de fonds supplémentaires important si elles sont incluses en amont des activités déjà programmées.

### **Objectif spécifique 1 Renforcer les compétences des acteurs locaux en matière d'intégration du genre dans la planification et la budgétisation locales**

Ces ateliers pourraient être l'occasion de présenter les résultats des premières expériences et des bonnes pratiques développées au cours des dernières années au Maroc, dans le cadre de divers projets pilotes, dont:

- Le projet de « Gendérisation du budget », mené par le Ministère des Finances avec l'UNIFEM, dans le cadre du processus de réformes budgétaires.
- Le projet « Potentiel d'intégration de l'approche genre dans le processus budgétaire des communes au Maroc », deux projets le premier a été mené par ADFM, UNIFEM et UNICEF et le 2<sup>ème</sup> par la GTZ dans la région de Marrakech
- Le projet d'appui aux parlementaires (Parliament Support Project), mené par l'USAID.
- Les projets de renforcement du leadership Féminin, menés par l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (centre du leadership féminin, CLEF, Casablanca) et par l'association Ennakhil (Marrakech).
- Le projet initié par l'Université de Mohammedia sur le leadership féminin en partenariat avec une université américaine.

### **Composante B du PGL**    **Activité 1.1: Documentation et diffusion des meilleures pratiques marocaines en matière de prise en compte du genre dans les expériences de planification participative réussies au Maroc.**

L'intégration de l'approche du Genre dans planification locale et régionale, étant par essence au centre de l'approche participative qui sous-tend tout processus de bonne gouvernance; la capitalisation et la visibilisation de ces bonnes pratiques en matière de prise en compte du genre dans la planification municipale, devront par conséquent être incluses dans la composante B (PSP) du PGL (13.3)

**1.1.1:** Organisation de sessions de formation au profit des élus et fonctionnaires locaux.

Le programme de formation des élus et fonctionnaires locaux en matière de planification et de budgétisation sensibles au genre doit être synchronisée

avec les activités du projet relatives à la formation à la planification stratégique locale et régionale (**13.3 activité 5**) de sorte que la centralité de la composante genre et son caractère stratégique soit bien mis en exergue. C'est pourquoi, il est nécessaire d'inclure deux autres modules de formation au tableau relatif au programme de formation (p 30) : un premier module sur « genre et planification stratégique » et un deuxième sur « la budgétisation sensible au genre ».

**1.1.2:** Appui à l'intégration de la composante Genre dans la conception et la mise en œuvre des Plans de Développement au niveau local et régional. (**13.3 Activité 6 et 13.3 Activité 7**).

Les besoins, les aspirations et les problèmes spécifiques des femmes sont rarement pris en compte dans les plans de développement locaux et régionaux. Les investissements consacrés aux femmes sont sans commune mesure avec leur production potentielle et ne leur permettent pas de rattraper les retards qu'elles accusent en matière d'éducation, de santé, de travail et de responsabilité. Que ce soit au niveau local ou à l'échelle nationale, les ressources vont presque toujours en priorité aux hommes et aux garçons. Il n'est que de considérer les taux de scolarisation (70% des femmes sont analphabètes) et les disparités en matière de santé (taux de mortalité infantile et maternelle, par exemple), pour s'en rendre compte. Et ce sont là des indicateurs qui ne tiennent pas compte des retombées indirectes de l'éducation et de la santé sur les autres domaines de la vie : taux de fécondité, amélioration des revenus etc. .

C'est pourquoi il est essentiel que l'on agisse sur les plans de développement aux triple plan, national, régional et local, si l'on veut obtenir des résultats en matière d'égalité des chances.

En l'occurrence, le diagnostic régional de développement social et humain, (**Etape 1 de l'Activité 7**) qui doit fournir une évaluation des défis et potentiels pour le développement social dans les provinces sélectionnées, devra identifier clairement les disparités entre hommes et femmes dans les domaines économique, social et culturel et déterminer les mesures catégorielles et les priorités du moment qui contribueront à mettre fin à ces disparités.

De même que l'on insistera jamais assez sur la nécessité de veiller à une représentation paritaire des femmes dans l'organisation des réunions de concertation avec les acteurs locaux (**Etape 2 de l'Activité 7**), destinés à passer en revue le diagnostic, d'identifier les priorités et d'adopter les éléments du plan de développement social et humain.

Il est recommandé d'apporter une assistance technique soutenue, en matière de prise en compte des besoins de genre, aux représentants des provinces qui seront chargés, dans les trois provinces sélectionnées, de discuter les plans de développement provinciaux et de les intégrer dans une vision régionale commune. (**Etape 3 Activité 7**). Cette assistance technique recouvrera tout le cycle d'élaboration des plans régionaux : conception, mise en œuvre,

contrôle et suivi et s'appuiera sur des outils méthodologiques appropriés, simplifiés et documentés, tels que la « méthode de planification communale dans une perspective de Genre », ou encore « la grille d'analyse de l'équité », permettant aux élus locaux d'analyser de façon cohérente, les répercussions des politiques, des pratiques et des services sur l'égalité entre les sexes.

**Objectif spécifique 2 Générer, disséminer et analyser des données et informations locales et régionales ventilées par sexe.**

Les données statistiques et les indicateurs sont des outils indispensables pour orienter les politiques, mobiliser l'action et suivre les progrès. La collecte et l'analyse de données fiables et complètes sur la condition des hommes et des femmes aux plan local et régional, doivent donc constituer un objectif prioritaire de tout projet de bonne gouvernance. Il ne s'agit pas seulement de générer des statistiques ventilées par sexe, mais aussi de les interpréter et de les présenter sous une forme qui permette aux décideurs et à tous les acteurs locaux et régionaux de les exploiter, pour améliorer la condition des femmes, promouvoir l'égalité et faire prendre conscience de l'importance de la participation et des responsabilités des femmes.

Pour remédier aux carences du système d'information communal et régional existants, le PGL a prévu un certain nombre d'activités, (**13.3 Activité 8 et 13.3 activité 9**) visant le développement et la mise en place de Systèmes d'Information Communal et Régional performants et efficaces pour permettre le suivi et le contrôle des progrès réalisés dans la promotion du développement économique, social et humain. Dans ce sens, il est possible d'envisager une approche d'intégration transversale de la dimension genre dans les activités programmées dans le plan d'action du PGL suivantes.

Systèmes  
d'Information  
Communal ( SIC)

**Activité 2.1 : intégration d'indicateurs de genre et de données sexo-spécifiques dans la conception des outils de suivi de la performance des collectivités locales, particulièrement en matière de Développement Humain :**

Est indispensable pour mesurer les améliorations tangibles apportées aux conditions de vie des femmes, au plan communal.

Système  
d'Information  
Régional (SIR)

**Activité 2.2 : mise en place du Système d'Information Régional (SIR)**  
Pour la réalisation de cette activité, l'équipe du projet devra s'assurer que les données ventilées par sexe figurent bien dans la nomenclature des données à générer et à collecter, pour servir d'outils de suivi des progrès réalisés en matière d'égalité de genre, dans la mise en œuvre des plans régionaux de développement..

**Objectif spécifique 3 Améliorer les instruments de mesure et d'évaluation de la prise en compte du genre dans les politiques et les programmes locaux.**

Composante E du PGL

Le système de notation des gouvernements locaux, prévu dans le cadre du projet (composante E .13.3 Activité 10), dans l'objectif d'améliorer la gouvernance des villes et identifier toutes les forces et les faiblesses en la matière, constitue un instrument pertinent pour impulser la promotion des femmes au plan local et leur participation à la prise de décision.

C'est pourquoi, cette notation ne devrait pas se limiter aux seuls critères d'ordre financier, mais devrait également intégrer des critères relatifs au développement humain et plus particulièrement des critères sexo-spécifiques,

**Activité 3.1 Prise en compte de la dimension genre dans les termes de référence de l'appel à candidature qui sera adressé aux agences de notation**

Composante E du PG

Notation des communes: Cette prise en compte devrait intervenir lors de la phase de lancement de cette activité, permettant de mesurer les avancées en matière de genre, telles que:

- le degré de féminisation des instances locales (nombre de femmes dans les instances élus et chez les fonctionnaires des communes)
- le degré de prise en compte des besoins spécifiques des populations féminines dans les plans de développement et les budgets locaux, l'évolution de ces indicateurs d'une année à une autre.

**Activité 3.2 : Médiatisation des notations octroyées à chaque commune**

Ceci dans le but de rendre visible les progrès ou les non progrès accomplis en matière d'égalité de chances et de favoriser l'émulation entre les communes dans ce domaine.

**Objectif spécifique 4 Améliorer les conditions de vie des femmes pauvres chefs de ménage et contribuer à la lutte contre la féminisation de la pauvreté.**

**Composante E du PG** La pauvreté n'est pas vécue de la même manière par les hommes et les femmes. La féminisation de la pauvreté est sans doute moins une question de nombre de femmes pauvres par rapport aux hommes, que d'acuité de la pauvreté et de difficultés accrues pour les femmes, pour sortir – elles et leurs enfants - de la pauvreté. Les femmes disposent globalement de perspectives et de choix moindres que les hommes et sont par conséquent, plus vulnérables à la pauvreté. »<sup>6</sup>

Appui à l'accompagnement social des projets d'habitat insalubre : Initiative « Villes sans bidonvilles ».

Les femmes marocaines, formant la majorité des pauvres et des défavorisés économiques et sociaux qui peuplent les bidonvilles (analphabétisme, veuvage, divorce, absence de soutien et de ressources etc.), une attention particulière devra être accordée à la dimension du genre dans la mise en oeuvre de la composante **E (Appui à l'accompagnement social des projets d'habitat insalubre : Initiative « Villes sans bidonvilles »)**. Cette attention se portera essentiellement sur les femmes chefs de ménages en général et celles qui vivent seules.

Les considérations de genre dans la mise en oeuvre de cette composante seront d'autant plus aisées, que l'Agence de Développement Social (ADS) vient de créer un Pôle Genre dans son programme. L'objectif de ce pôle est l'élaboration d'une stratégie de genre dans l'exécution du programme d'accompagnement et le relogement des Bidonvillois (ou maîtrise d'ouvrage sociale). Il est donc impératif de monter un partenariat étroit avec l'ADS dans ce domaine, en vue d'harmoniser les approches et d'opérationnaliser les stratégies.

Mais d'ores et déjà, il est recommandé d'introduire les considérations de Genre dans les activités du projet suivantes :

**Evaluation de la société civile**      **Activités 4.1 : Prise en compte du genre dans l'évaluation de la société civile**

Il s'agira d'introduire la prise en compte du genre dans les critères d'évaluation des ONG et OCB d'une part, et d'encourager la participation active des associations s'occupant des questions de genre, dans l'ensemble du processus afin de s'assurer que les considérations de genre soient prises en compte dans les décisions de planification stratégique des municipalités, d'autre part.

---

<sup>6</sup> Extrait de l'encadré 3.3 « que signifie la féminisation de la pauvreté » page 69 du rapport Mondial sur le Développement Humain. PNUD. 1997

Programme de Développement des Capacités

( 13.3 Activité 14)

#### **Activité 4.2 : Prise en compte de la dimension genre dans le programme de Développement des Capacités des ONG**

Le programme visant à développer le rôle et les capacités des ONG dans les communautés de bidonvilles et les villes où le projet est mis en œuvre, devra comporter des sessions de sensibilisation et de formation sur le genre, destinés à faire de ces Ong's de véritables « leader d'opinion » et des instruments de changement social.

En effet, l'action auprès des décideurs (élus, parlementaires, partis politiques et syndicats) doit être prolongée et soutenue à la base et en amont, par un travail auprès des femmes elles-mêmes - via les ONG - sur la double notion de citoyenneté et de leadership féminins, en vue de susciter leur intérêt à la chose publique, de produire des poussées et de susciter des vocations parmi elles. Les associations et groupes de pression féministes, peuvent jouer un rôle clé dans la sensibilisation de l'électorat féminin, de sorte à réduire considérablement l'argument qui consiste à dire « les femmes ne sont pas disponibles ou ne sont intéressées par la vie publique ».

#### **Activité 4.3 : Création d'unités de coordination dans les bidonvilles**

Il s'agira ici de favoriser la représentation féminine et de veiller au respect de la parité de genre, dans toutes les instances de concertation ou de gestion communautaires à mettre en place. (Comités de quartiers, unités de coordination etc.).

**Autres activités**  
13.3 Activité 10

#### **Activité 4.4 : Programme de petits dons.**

Introduction de la composante genre parmi les critères d'éligibilité des projets à financer dans le cadre du programme et favoriser les ménages dont le chef de famille est une femme dans l'octroi des prêts visant à améliorer les conditions de vie des populations.

#### **Objectif spécifique 5 Développer les capacités des médias à jouer un rôle de plaidoyer pour l'égalité des genres et la féminisation des instances de prise de décision.**

**Composante B du PG:** C'est la culture qui a exclu les femmes de la sphère politique et c'est la culture qui doit les y ramener. Ainsi toute stratégie visant à obtenir un partage du pouvoir politique entre hommes et femmes, commence par l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation comprenant des actions sur les mentalités, avec pour objectif essentiel d'ôter tout fondement à la théorie des deux sphères, selon laquelle la sphère publique serait prioritairement réservée aux hommes, la sphère privée aux femmes. Rompre avec cette logique suppose des actions qui visent à former et éduquer tous les citoyens et citoyennes à la démocratie, pour que la participation à celle-ci ne soit pas réservée aux seuls nantis, via les agents de socialisation.

C'est donc, sur les médias (radio, télévision et presse écrite), ces puissants « marqueurs idéologiques », qu'il faut agir pour qu'ils fassent apparaître de nouvelles images de femmes dans l'exercice de fonctions non traditionnelles

(fonctions politiques ou professionnelles).

Pour garantir l'adhésion des médias à la stratégie du genre et afin d'assurer la cohérence de cette stratégie avec le plan de travail du PGL, les activités menant à ce résultat devront être intégrées dans la composante **B (13.3 Activité 4)** relative à la sensibilisation publique, qui prévoit la mise en place d'une stratégie de communication et l'orchestration d'une campagne d'information et de sensibilisation du public, sur la décentralisation en général et les efforts de PSP en particulier.

Pour ce faire, nous proposons d'intégrer la dimension du genre de manière transversale, dans toutes les activités prévues à cet effet :

#### **Autres activités**

##### **Activité 5.1 Le recrutement d'un(e) journaliste pour aider à développer un dossier de presse relatif au projet.**

#### Stratégie communication

##### **Activité 5.2: L'organisation d'ateliers de sensibilisation des médias**

Ces ateliers visent à assurer que les médias comprennent les problèmes et les couvrent adéquatement (*ces ateliers seront destinés également à sensibiliser les journalistes et les communicateurs à l'importance de l'approche du genre dans la gouvernance locale et aux outils opérationnels mis en place pour sa prise en compte dans les processus de planification et de budgétisation*).

##### **Activité 5.3: La mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation grand public**

Cette campagne devrait utiliser comme supports les médias destinés au grand public (télévisions et radios nationales et locales) et pourrait être confiée à une agence de communication spécialisées afin d'en tirer tous les bénéfices attendus.

##### **Activité 5.4: L'organisation d'activités pour les communautés de base focalisées sur la sensibilisation,**

Ces activités de sensibilisation pourraient être insérées et capitalisées dans l'ensemble des localités de mise en œuvre du PGL.

## Conclusions et recommandations

L'intégration de la dimension genre (gender-mainstreaming) dans les objectifs stratégiques, spécifiques et les résultats attendus du PGL suppose de répondre sur le court terme à deux principaux défis:

### Défi 1 : Influencer sur le processus préparatoire des prochaines échéances électorales

Il s'agit plus particulièrement de sensibiliser et faire prendre conscience aux parties – prenantes de l'intérêt de la prise en compte de la dimension genre dans la composition des instances élues locales et dans les activités de ces instances

La réponse à ce défi passe par la préparation de l'information et des outils destinés aux différentes parties prenantes (compris les ONG des droits des femmes et autres intervenants) afin d'influencer sur le processus préparatoire des prochaines échéances électorales (à partir de 2007- 2009) .

### Recommandation 1

Compte tenu de son caractère stratégique, structurant et autonome, il est recommandé de procéder à la réalisation de l'étude diagnostic sur **la place des femmes dans les instances élues locales (élues et fonctionnaires : positions, rôles problèmes spécifiques)** à partir du mois d'avril 06. Cette activité pourrait être déclinée sur deux étapes :

#### 1. Première phase :

##### - Etude exploratoire sur la participation des femmes dans les instances locales (avril mai 2006)

Cette étude à caractère exploratoire devrait être menée **au niveau national** et viserait à collecter les données et statistiques sur la question et à formuler les questions pertinentes à examiner dans la deuxième phase de l'étude

##### - Atelier de présentation et d'enrichissement des résultats de l'étude exploratoire (juin 2006) :

Il s'agira d'organiser un atelier visant à discuter les résultats de cette étude ainsi que les axes de recherche proposés pour la deuxième phase.

Cet atelier réunira des élus (hommes et femmes), des ONG, des femmes parlementaires ainsi que d'autres intervenants dans le domaine

#### 2. La deuxième phase :

##### 2.1 Enquête qualitative sur la prise en compte du genre dans les instances élues au niveau local (septembre 06- février 07)

Cette étude capitalisera la première phase (étude exploratoire et atelier de discussions) et consistera à mener une étude qualitative **dans les zones d'intervention du PGL** et auprès des parties –prenantes dans le but d'identifier, d'une façon pointue, les perceptions et attitudes des différentes parties prenantes par rapport à : **1)** la participation des femmes dans les instances élues; **2)** la prise en compte des besoins et intérêts spécifiques des femmes et des hommes dans les programmes et activités des collectivités locales Etude qualitative auprès

des élus et fonctionnaires locaux des deux sexes en vue de recueillir leurs perceptions et leurs appréciations concernant la participation des femmes aux instances locales.

## **2.2 Séminaire de présentation et de discussion des résultats de l'enquête qualitative (mars 2007)**

Il est proposé d'organiser un grand séminaire de présentation des résultats de cette enquête qualitative ayant comme objectifs d'assurer une large diffusion aux conclusions et résultats de l'enquête, de susciter un large débat autour de la question et par conséquent de sensibiliser les parties prenantes et le large public à cette problématique

### **Défi 2 : Renforcer les compétences des acteurs locaux en matière d'intégration du genre dans la planification et la budgétisation locales**

Il s'agit de capitaliser les différentes expériences et projets pilotes en cours actuellement au Maroc (tant au niveau central que local) afin de sensibiliser et de renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la planification et la budgétisation locale à l'intérêt de la prise en compte du genre

### **Recommandation no 2**

Cette activité pourrait aussi commencer durant le mois d'avril/mai 2006 et pourrait être déclinée sur trois étapes :

#### **1. Elaborer un module de formation : ( avril- septembre 2006)**

Partant de l'expérience du Maroc et d'autres pays en voie de développement, un module de formation portant sur l'intégration de la dimension genre dans la planification et la budgétisation locales pourrait être élaboré

#### **2. Organiser un atelier de testing de ce module (octobre 2006)**

Cet atelier est destiné aux personnes chargées de la budgétisation et de la planification au niveau central (Ministère de l'intérieur, direction chargée des collectivités locales, Inspecteurs Généraux et les institutions d'audit) et au niveau local (zones d'interventions du PGL) ainsi que des élus.

#### **3. Finalisation du module de formation (octobre- décembre 2006)**

Le module pourrait être finalisé suite aux éclairages, remarques et recommandations de l'atelier de testing

#### **4. Organiser une formation de formateurs sur la budgétisation et la planification sensibles au genre (janvier 2006)**

Cette formation pourrait impliquer des personnes ressources (salariés (es) tant au niveau national qu'au niveau local (zones d'intervention du PGL) impliquées directement dans la planification et la budgétisation sensibles au genre

## **Bibliographie synthétique**

**ADFM** / Centre pour le leadership Féminin (CLEF) :

- La démocratie mutilée : femmes et pouvoir politique au Maroc. Centre pour le leadership Féminin, 2001.
- Elections du 12 Septembre 2003 : problématique de la représentation féminine. Les espoirs avortés, 2004
- Systèmes électoraux : Quels mécanismes pour la promotion des femmes ? 2004.
- De l'usage équitable des politiques de discrimination positive à propos de l'accès des femmes aux mandats électifs. Argumentaire établi par Mohamed-Sghir Janjar. Casablanca. 2002.
- Projet d'amendements au code électoral. Memorandum, 2001.
- Perceptions de la femme décideur(e) publique et acteur(e) politique au Maroc : freins et perspectives, 2002
- Budget participatif. Parlement et société civile : Quels mécanismes de collaboration ? Actes de l'atelier international. Rabat, Juin 2002.

**BRIDGE:**

- Genre et budgets, Genre et développement en bref, numéro 12 , Mars 2003
- Genre et participation, Genre et développement en bref, En bref numéro 9, Août 2001

**Emma Bell:** Emerging Issues in Gender and Development: an Overview, Report prepared for S.Q. Danida, Bridges, Report No 58, November 2000.

**Nations Unies/DAW :** Convention pour l'Élimination de toutes les formes de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW); 1979.

**Paul Lundberg:** Decentralized Governance and a Human Rights-based Approach to Development, [www.undp.org](http://www.undp.org)

**Sally Baden,** Gender, Governance and the feminisation of Poverty, In: Women political participation and good governance: 21 st century challenges, UNDP

**Royaume du Maroc :**

- Ministère de l'Intérieur. Direction générale de Collectivités Locales : Organisation de la région. Centre de documentation des Collectivités locales... 2004
- Ministère de l'Intérieur. Direction générale de Collectivités Locales : Organisation des collectivités préfectorales et provinciales. Centre de documentation des Collectivités locales, 2004
- Ministère de l'Intérieur. Direction générale de Collectivités Locales : Charte communale. Centre de documentation des Collectivités locales.. 2003.

- Ministère des Finances/UNIFEM: Guide de la réforme budgétaire : la nouvelle approche budgétaire axée sur les résultats et intégrant la dimension genre, 2005.
- Haut Commissariat au Plan / PNUD : Rapport sur le développement humain 2005: Femmes et dynamiques du développement., 2006

**UNDP :**

- Poverty Reduction and Human Rights: A Practice Note, June, 2003.
- Human Rights: A Practice Note, UNDP, March, 2004.;
- Decentralization Programming and Human Rights Mainstreaming: Report of a review of UNDP practice and country experience, April 2003;
- Human Rights-Based Approach (HRBA) Checklist for Programme Staff (June, 2003);
- L'approche axée sur les droits de l'homme dans le domaine de la coopération pour le développement : Vers une communauté de vues entre les institutions des Nations Unies, Juin, 2003;
- Gender Equality, Practice note, November 2002.
- Guidelines for Human Rights-Based Reviews of UNDP Programmes, 1 October 2002;
- Rapport Mondial sur le Développement Humain. 1997

**UNIFEM-PNUD-Union parlementaire-Institut de la Banque Mondiale :** Parlement, budget et genre. Guide pratique à l'usage des parlementaires n° 6.. 2004

**USAID/Morocco:**

- Gender and Sustainable Development, Report of Two Gender Training Workshops A Women in Development Technical Assistance Project ; Development Alternatives, Inc. ! International Center for Research on Women Academy for Educational Development ! Development Associates, Inc. ;
- Gender Assessment For USAID/Morocco, May 2003

**Annexe : Liste des personnes interviewées par Mme Nabila Hamza dans la cadre de la préparation de la présente stratégie**

**Lundi 13 Février 06**

Mme Zeineb Ben Jalloun : Représentante de l'UNIFEM, pour l'Afrique du Nord.

Mme Bochra Khiari : Parlementaire et Présidente du Forum des Femmes Parlementaires. Membre du Front des Forces démocratiques FFD.

**Mardi 14 Février 06.**

Mme Nozha Skalli : Parlementaire et membre du Parti du Progrès et du Socialisme PPS

Mme Rachida Afilal : Directrice du projet Leadership Féminin (World Learning)

**Mercredi 15 Février.**

Rencontre de debriefing avec l'équipe de l'USAID

Mme Julia Demichelis, chef de projet d'appui aux parlementaires

Mme Fatima Mourd : Chargée du pôle genre à l'Agence de Développement Social (ADS)

Mme Malika Ghofrane : Coordinatrice du Fonds d'appui à l'égalité entre les sexes (FAES).

Mr Hassan Benkhay : Chef de Division des Collectivités Locales. Ministère de l'Intérieur

**Jeudi 16 Février.**

Mme Rachida Tahiri : Présidente de l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)

Mme Naima Sanhaji. Consultante. Ingénierie sociale.